

Questions orales

Je voudrais demander au ministre de la Consommation et des Corporations s'il est persuadé que son collègue, le ministre de l'Agriculture chargé de l'OCCO sert les intérêts bien compris des producteurs d'œufs et des consommateurs alors que les recettes agricoles baissent et le prix des œufs augmente?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations et ministre des Postes): Oui, madame le Président.

[Traduction]

L'ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT CANAGREX

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, je suis persuadé que tout le monde sera content d'apprendre que le ministre est satisfait de son collègue. A titre de question supplémentaire, je voudrais lui demander s'il insiste auprès de son collègue, afin qu'il fasse approuver CANAGREX par le cabinet et qu'il présente un projet de loi pour permettre à cet organisme de travailler dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs, comme le promettait le discours du trône.

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations et ministre des Postes): Madame le Président, les qualités de mon collègue le ministre de l'Agriculture sont bien connues, et je ne pense pas qu'il ait besoin de l'aide de qui que ce soit pour mener à bien ses projets.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE

L'ACCORD SUR LE FINANCEMENT DE MASSEY-FERGUSON

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que des représentants de 280 banques sont réunis aujourd'hui à Toronto dans l'espoir de voir confirmer une entente visant à renflouer la société Massey-Ferguson, le ministre est-il disposé à signer une entente définitive garantissant le refinancement de la société? Le 6 février, dans une déclaration qu'il a faite à ce sujet à l'extérieur de la Chambre, il a dit qu'il appartenait au gouvernement de prendre cette décision.

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, nous avons fait savoir à Massey-Ferguson à quelles conditions nous sommes disposés à garantir le refinancement de la partie supplémentaire du capital social et je crois que la société les a trouvées satisfaisantes. L'entrée en vigueur officielle des garanties du gouvernement suivra, évidemment, la rédaction et la signature des ententes nécessaires entre les divers prêteurs, Massey-Ferguson et le gouvernement, et je crois savoir que le libellé des diverses ententes n'est pas encore rédigé et qu'il doit faire l'objet d'autres discussions.

LA POSSIBILITÉ DE RUPTURE DE L'ACCORD

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, c'est également au ministre de l'Industrie et du Commerce, notre D^r Doolittle, que je pose ma question supplémentaire. N'est-il pas vrai que le ministre nous a donné à entendre il y a dix semaines que l'accord en question serait prêt à l'heure actuelle, alors qu'il nous dit maintenant qu'il ne l'est toujours pas, que des dispositions concernant le financement doivent être prises au plus tard vendredi de cette semaine, et que si le ministre ne se décide pas maintenant à agir et à convaincre le cabinet de signer cet accord, tout le financement de Massey-Ferguson risque de s'effondrer, ce qui réduirait au chômage quelque 6,000 travailleurs canadiens?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, nous nous sommes appliqués à ne pas perdre de vue ces 6,000 emplois et le rôle de cette entreprise au sein de notre économie. Nos efforts devraient contribuer, beaucoup plus que les vaines paroles du député, à un accord qui convienne à notre économie.

M. Stevens: Êtes-vous prêt à le signer?

M. Gray: Nous réalisons des progrès satisfaisants en ce qui concerne la société Massey-Ferguson. Nous avons préparé des documents qui représentent la participation de quelque 250 banques, notre participation à nous et celle de Massey-Ferguson. A ma connaissance, tout devrait être prêt pour respecter le délai imparti.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LE CHASSEUR F-18—LES VOLS D'ESSAI PAR TEMPS FROID

M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale et porte sur notre chasseur conçu pour voler par beau temps. Il y a une semaine de cela, le ministre a rencontré son homologue américain et a cherché à obtenir de lui des assurances au sujet du programme d'acquisition du F-18. Je voudrais demander au ministre si lors de sa rencontre avec le secrétaire à la Défense Weinberger ou à un autre moment, il a été mis au courant des problèmes les plus récents et les plus graves qu'a soulevés le F-18, c'est-à-dire l'incapacité de cet appareil de fonctionner dans ce qui peut être considéré comme constituant des conditions hivernales normales au Canada. Je rappelle au ministre que tout appareil qui ne donne pas un rendement satisfaisant à -17.8° et dont les commandes mettent 66 minutes à s'activer à une température de -28.9° ne pourrait jamais fonctionner dans le Nord canadien.

L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale): Madame le Président, je mentirais en disant que je ne m'attendais pas à cette question de la part du député. Je m'y attendais et je lui demande donc d'attendre quelque temps et de voir quelle sera la réponse de la société constructrice et celle de la Marine américaine.